

| | |
|--|--|
| financement et mode de gestion) | Gestion indirecte avec entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1. et gestion indirecte avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ) |
|--|--|

1.2 Résumé de l'Action

L'action consiste à promouvoir les Énergies Renouvelables (EnR) et l'Efficacité Energétique (EE) en Côte d'Ivoire (PRODEREE). La biomasse représente plus de la moitié de la consommation finale d'énergie de la Côte d'Ivoire, tandis que la production d'électricité repose sur le gaz (70%) et l'hydroélectricité (30%) en 2018. Le potentiel d'amélioration de l'EE est élevé dans tous les secteurs d'activité. La promotion des EnR, de l'EE, de la cuisson propre et de la valorisation de la biomasse agricole sont au cœur de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN).

L'action contribuera à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et aux efforts de durabilité environnementale et d'économie circulaire par (i) la valorisation des déchets organiques issus de l'agriculture et la promotion de modes de cuisson plus efficaces et plus propres à travers, notamment, l'assistance technique et l'appui financier apportés aux entreprises de ces secteurs et (ii) le développement du marché des EnR/EE et la création d'emplois durables au niveau local, à travers la mise en place de cours de formation professionnelle pour répondre aux besoins du marché de l'emploi dans ces secteurs et le renforcement des capacités des acteurs économiques et institutionnels, en vue de l'amélioration de la qualité de leurs services.

Au niveau local, l'action comprendra une approche transformative de genre. Dans la sphère domestique, les femmes ivoiriennes sont les plus grandes utilisatrices des ressources énergétiques, mais elles ne peuvent pas disposer pleinement et librement des moyens pour utiliser des solutions innovantes car les pratiques culturelles les excluent des prises de décisions. L'action travaillera sur la sensibilisation, à la fois des hommes et des femmes, afin de renforcer l'autonomie de ces dernières et créer ainsi les conditions afin qu'elles puissent disposer des moyens et de la liberté d'action nécessaires à appliquer des techniques de cuisson propre qui permettront de réduire : (i) les risques sanitaires associés aux techniques traditionnelles de cuisson, (ii) les temps de cuisson et/ou (iii) les dépenses pour l'achat de biomasse (bois de feux ou charbon). L'action permettra également la création d'opportunités d'affaires et d'emplois dans le secteur de la cuisson, de la valorisation des déchets, des EnR et de l'EE.

L'action aura une envergure nationale. La composante liée à la biomasse se déroulera en grande partie au niveau central, en lien avec le Ministère de l'Energie et le secteur privé qui est essentiellement basé dans le grand Abidjan. La composante concernant les EnR et l'EE se déploiera également à Abidjan, mais aussi en province (Yamoussoukro, Jacqueville et Korhogo) où se trouvent les établissements de formation. L'action appuiera les ministères en diffusant les outils développés sur l'ensemble du territoire national.

L'action contribue directement à la mise en œuvre de la TEI « Bas carbone » (à 100%). Elle sera mise en œuvre en partenariat avec une ou plusieurs agences de développement d'un Etat membre de l'UE. L'action est alignée avec les priorités du Pacte Vert européen et du Global Gateway/Investment package, en particulier l'« Africa-EU Green Energy Initiative » et la « Just Energy Transition Initiative ».

L'action contribuera également au Plan d'Action Genre III (GAP III) de l'Union européenne, et plus spécifiquement au domaine d'engagement visant à « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique ». Elle complétera les activités menées dans le cadre de l'action « Accompagner le renouvellement des engagements climatiques de la Côte d'Ivoire » engagée en 2021 et financée sous le MIP national. Elle s'articulera également avec l'action « Regional Clean Cooking Action in West Africa », prévue dans le cadre l'AAP 2022 du MIP régional et qui concernera les pays d'Afrique de l'Ouest.

La Côte d'Ivoire porte une attention particulière au nexus genre et changement climatique, comme en témoigne le Mémoire d'Entente (MoU) signé par le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable et la Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, le 25 octobre 2021. Cet engagement politique de haut niveau vise à renforcer le processus de plaidoyer pour l'intégration systématique du nexus genre et climat dans les planifications sectorielles, les documents stratégiques et de politique au niveau national (CDN Côte d'Ivoire, mars 2022).